EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE L'ÉTAT FRANÇAIS AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	100 fr.	175 fr.
	6 mois..	60 »	100 »
	3 mois..	40 »	60 »
France et Colonies	Un an..	125 »	225 »
	6 mois..	75 »	125 »
	3 mois..	50 »	75 »
Étranger	Un an..	175 »	300 »
	6 mois..	100 »	175 »
	3 mois..	60 »	100 »

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de **chèques postaux** du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle, n° 101-16, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle..	2 fr. 50
Édition complète.....	4 fr.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres 4 francs
---	--------------------------------------

(Arrêté résidentiel du 17 juin 1942)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

Le présent numéro hors série ne comporte pas de deuxième partie.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant les suppléments provisoires de traitements ou de salaires alloués au personnel en fonctions dans les administrations publiques du Protectorat	1042
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360) fixant le taux de l'indemnité de logement et des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents citoyens français en fonctions dans une administration publique du Protectorat	1042
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat	1043
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360) fixant le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et agents du Makhzen et aux fonctionnaires et agents non citoyens français en fonctions dans une administration publique du Protectorat	1043
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant les cadres et traitements globaux des agents des cadres spéciaux propres à certains services	1043
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 1 ^{er} août 1929 (24 safar 1348) portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction des finances	1044
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant, à compter du 1 ^{er} janvier 1934, le régime des indemnités allouées au personnel de la direction des finances	1044
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) relatif à l'indemnité représentative perçue par les ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines	1045

Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 21 février 1938 (20 hiya 1356) relatif à l'indemnité représentative perçue par les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées et des mines	1045
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) complétant l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) relatif à l'indemnité représentative des ingénieurs des travaux publics	1045
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail	1045
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 jourmada I 1349) relatif aux traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics	1046
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) fixant les conditions d'attribution d'une indemnité de vêtement et de chaussures aux ingénieurs principaux, ingénieurs subdivisionnaires et adjoints et contrôleurs des mines de la division des mines et de la géologie	1046
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 10 août 1934 (28 rebia II 1353) relatif aux indemnités allouées à diverses catégories d'agents des services techniques de la direction générale des travaux publics	1046
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) créant une indemnité de fonctions au profit des secrétaires-comptables de la direction des communications, de la production industrielle et du travail	1046
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail	1047
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les traitements des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail	1047
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) fixant le reclassement des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail	1047
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les indemnités des inspecteurs, sous-inspecteurs, sous-inspectrices et contrôleurs du travail, titulaires ou auxiliaires	1048

Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) allouant une indemnité de fonctions au personnel des différents cadres techniques de la direction de la production agricole	1048
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de la production agricole et modifiant le taux de certaines de ces indemnités	1048
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de la production agricole et modifiant le taux de certaines de ces indemnités	1048
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant le taux de l'indemnité professionnelle allouée aux inspecteurs principaux du service de la conservation foncière ..	1049
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif à l'attribution d'indemnités spéciales pour la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités	1049
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif à l'indemnité de fonctions allouée à certains personnels de la direction de l'instruction publique	1049
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif aux indemnités du personnel de l'enseignement supérieur	1049
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif à l'indemnité de fonctions allouée à certains agents auxiliaires de la direction de l'instruction publique	1050
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif au personnel auxiliaire d'un service permanent d'enseignement professionnel	1050
Arrêté viziriel du 1 ^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) relatif aux agents suppléants de l'enseignement	1050
Arrêté résidentiel relatif aux émoluments du trésorier général du Protectorat	1050

PARTIE OFFICIELLE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361) modifiant les suppléments provisoires de traitements ou de salaires alloués au personnel en fonctions dans les administrations publiques du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu les quatre arrêtés viziriels du 10 décembre 1941 (21 kaada 1360) allouant des suppléments provisoires de traitements ou de salaires au personnel en fonctions dans les administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 septembre 1942 (26 chaabane 1361) modifiant les suppléments provisoires de traitements ou de salaires alloués au personnel en fonctions dans les administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux du supplément provisoire de traitement alloué aux fonctionnaires titulaires des cadres généraux par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 décembre 1941 (21 kaada 1360) sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1943 :

Fonctionnaires dont la rémunération brute annuelle de base est inférieure à 9.000 francs : 100 % de cette rémunération ;

Fonctionnaires dont la rémunération brute annuelle de base est comprise :

Entre 9.000 et 20.000 francs	11.040 francs
20.001 et 30.000 —	12.420 —
30.001 et 40.000 —	13.800 —
40.001 et 50.000 —	15.180 —
50.001 et 60.000 —	16.560 —
60.001 et 70.000 —	19.320 —
70.001 et 80.000 —	22.080 —
80.001 et 90.000 —	24.840 —

Fonctionnaires dont la rémunération brute annuelle de base est supérieure à 90.000 francs : 27.600 francs.

ART. 2. — A partir de la même date, les taux du supplément provisoire de salaire attribué aux agents auxiliaires des administrations publiques par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 décembre 1941 (21 kaada 1360) sont fixés ainsi qu'il suit :

Agents auxiliaires dont la portion nette de salaire (salaire global réduit de 15 %) est inférieure à 9.000 francs : 100 % de cette portion nette ;

Agents dont la portion nette de salaire est égale ou supérieure à 9.000 francs : les taux sont ceux de l'article 1^{er}.

ART. 3. — Les taux du supplément provisoire de traitement attribué à certains fonctionnaires et agents du Makhzen sont fixés, en fonction de la portion nette de traitement, comme il est indiqué à l'article précédent.

ART. 4. — Les taux du supplément provisoire de traitement attribué à certains fonctionnaires et agents des cadres spéciaux sont fixés dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 Jomada II 1360) fixant le taux de l'indemnité de logement et des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents citoyens français en fonctions dans une administration publique du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 Jomada II 1360) fixant le taux de l'indemnité de logement et des indemnités pour charges de famille allouées aux fonctionnaires et agents citoyens français en fonctions dans une administration publique du Protectorat, tel qu'il a été modifié, notamment par les arrêtés viziriels des 10 décembre 1941 (21 kaada 1360) et 31 janvier 1942 (14 moharrem 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 7 juillet 1941 (11 Jomada II 1360) est modifié ainsi qu'il suit :

« 1^{er} alinéa (sans changement).

« 2^e alinéa : A cette indemnité s'ajoute, pour chaque enfant ouvrant droit aux indemnités pour charges de famille, un supplément annuel égal à 10 % du montant du traitement de base et du supplément provisoire de traitement, sans toutefois que ce supplément puisse dépasser 3.000 francs pour chacun des deux premiers enfants et 6.000 francs pour chacun des suivants.

« Ce supplément est majoré de 38 % »

(Le reste sans modification.)

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350)
formant statut du personnel auxiliaire des administrations publi-
ques du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant
statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Pro-
tectorat, tel qu'il a été modifié ou complété par les arrêtés viziriels
des 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360), 10 décembre 1941 (21 kaada
1360) et 31 janvier 1942 (14 moharrem 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 11 bis de l'arrêté
viziriel susvisé du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) sont modifiées
ainsi qu'il suit :

« 1^{er} alinéa (sans changement).

« 2^e alinéa : A cette indemnité s'ajoute, pour chaque enfant
ouvrant droit aux indemnités pour charges de famille, un supplé-
ment annuel égal à 10 % du montant de la portion nette de
salaire et du supplément provisoire de salaire, sans toutefois que
ce supplément puisse dépasser 3.000 francs pour chacun des deux
premiers enfants et 6.000 francs pour chacun des suivants. »

(Le reste sans modification.)

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à
compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360)
fixant le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonction-
naires et agents du Makhzen et aux fonctionnaires et agents non
citoyens français en fonctions dans une administration publique
du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360) fixant
le taux de l'indemnité de logement allouée aux fonctionnaires et
agents non citoyens français en fonctions dans une administration
publique du Protectorat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel
du 10 décembre 1941 (21 kaada 1360),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté
viziriel susvisé du 7 juillet 1941 (11 jourmada II 1360), telles qu'elles
ont été modifiées par l'arrêté viziriel du 10 décembre 1941 (21 kaada
1360), sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article premier. — L'indemnité de logement allouée aux fonc-
tionnaires et agents non citoyens français en fonctions dans une
administration publique du Protectorat, par application des dispo-
sitions de l'arrêté viziriel susvisé du 23 février 1934 (5 kaada 1352),
est fixée aux taux ci-après :

« Fonctionnaires et agents du Makhzen : 4.800 francs ;
« — — — du 1^{er} groupe : 3.600 francs ;
« — — — du 2^e groupe : 2.400 francs.

(Le reste sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} jan-
vier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant les cadres et traitements globaux
des agents des cadres spéciaux propres à certains services.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 3 janvier 1936 (8 chaoual 1354) fixant, à
partir du 1^{er} janvier 1936, le traitement des fonctionnaires et agents
des cadres spéciaux des administrations publiques du Protectorat,
tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 15 mars 1939 (23 mohar-
rem 1358) ;

« Vu l'arrêté viziriel du 2 décembre 1937 (28 ramadan 1356) fixant
les cadres et les traitements des fquihis titulaires du service des
impôts et contributions ;

« Vu l'arrêté viziriel du 12 juin 1942 (27 jourmada I 1361) fixant les
cadres et les traitements des fquihis titulaires du service des percep-
tions et recettes municipales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les cadres et les traitements globaux des
agents des cadres spéciaux propres à certains services, tels qu'ils ont
été fixés par les arrêtés viziriels susvisés des 3 janvier 1936 (8 chaoual
1354) et 15 mars 1939 (23 moharrem 1358), sont modifiés ainsi qu'il
suit :

« II. — Cadres spéciaux propres à certains services.

« DIRECTION DES FINANCES

« Douanes

« Caissiers

« Caissiers hors classe	26.000 francs
« Caissiers de 1 ^{re} classe	24.000 —
« Caissiers de 2 ^e classe	22.000 —
« Caissiers de 3 ^e classe	20.000 —
« Caissiers de 4 ^e classe	18.000 —

« Les caissiers de 5^e classe de l'administration des douanes et
« impôts indirects sont nommés à la 4^e classe de la nouvelle hiéar-
« chie sans ancienneté.

« Les autres agents de cette catégorie sont nommés à la même
« classe que celle à laquelle ils appartenaient et conservent l'ancien-
« neté acquise dans leur situation antérieure.

« Fquihis et aides-caissiers

« Fquihis principaux et aides-caissiers prin- cipaux de 1 ^{re} classe	18.000 francs
« Fquihis principaux et aides-caissiers prin- cipaux de 2 ^e classe	16.500 —
« Fquihis et aides-caissiers de 1 ^{re} classe	15.000 —
« Fquihis et aides-caissiers de 2 ^e classe	13.800 —
« Fquihis et aides-caissiers de 3 ^e classe	12.800 —
« Fquihis et aides-caissiers de 4 ^e classe	11.900 —
« Fquihis et aides-caissiers de 5 ^e classe	11.000 —
« Fquihis et aides-caissiers de 6 ^e classe	10.100 —
« Fquihis et aides-caissiers de 7 ^e classe	9.200 —

« Domaines

« Fquihis des domaines

« Fquihis principaux de 1 ^{re} classe	18.000 francs
« Fquihis principaux de 2 ^e classe	16.500 —
« Fquihis de 1 ^{re} classe	15.000 —
« Fquihis de 2 ^e classe	13.800 —
« Fquihis de 3 ^e classe	12.800 —
« Fquihis de 4 ^e classe	11.900 —
« Fquihis de 5 ^e classe	11.000 —
« Fquihis de 6 ^e classe	10.100 —
« Fquihis de 7 ^e classe	9.200 —

« Les fquihis et aides-caissiers de l'administration des douanes
« et impôts indirects et les fquihis des domaines sont intégrés dans
« la nouvelle hiérarchie à la même classe que celle à laquelle ils
« appartenaient. Ils conservent l'ancienneté acquise dans leur situa-
« tion antérieure. »

ART. 2. — Les cadres et les traitements globaux des Fquihs titulaires du service des impôts directs et du service des perceptions, tels qu'ils ont été fixés par les arrêtés viziriels susvisés des 2 décembre 1937 (28 ramadan 1356) et 12 juin 1942 (27 jourmada I 1361), sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Fquihs principaux de 1 ^{re} classe	18.000 francs
« Fquihs principaux de 2 ^e classe	16.500 —
« Fquihs de 1 ^{re} classe	15.000 —
« Fquihs de 2 ^e classe	13.800 —
« Fquihs de 3 ^e classe	12.800 —
« Fquihs de 4 ^e classe	11.900 —
« Fquihs de 5 ^e classe	11.000 —
« Fquihs de 6 ^e classe	10.100 —
« Fquihs de 7 ^e classe	9.200 — »

ART. 3. — Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 (24 safar 1348) portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 (24 safar 1348) portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction des finances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 16 avril 1942 (29 rebia I 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 19 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1929 (24 safar 1348), tel qu'il a été modifié par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 16 avril 1942 (29 rebia I 1361), est remplacé par l'article suivant :

« Article 19. — Les promotions à l'échelon exceptionnel dans le cadre des contrôleurs de comptabilité ne sont accordées que dans la limite du quart de l'effectif total du cadre.

« Peuvent seuls être promus à l'échelon exceptionnel, les contrôleurs principaux de comptabilité comptant trois ans d'ancienneté dans la hors classe.

« Les promotions de classe dans le cadre des contrôleurs de comptabilité sont accordées : au choix exceptionnel, après deux ans d'ancienneté dans la classe inférieure ; au choix, après deux ans et demi ; au demi-choix, après trois ans.

« L'avancement à l'ancienneté est de droit pour tout contrôleur qui compte quatre années d'ancienneté dans sa classe.

« Toutefois, la nomination au grade de contrôleur principal et l'accès à l'échelon exceptionnel de ce grade ont lieu exclusivement au choix. »

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1934, le régime des indemnités allouées au personnel de la direction des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1934, le régime des indemnités allouées au personnel de la direction des finances, et les textes qui l'ont modifié ou complété.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1943, l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 8. — Les inspecteurs principaux et inspecteurs des administrations financières ainsi que les inspecteurs principaux et inspecteurs de la comptabilité, lorsqu'ils exercent effectivement des fonctions de leur grade, peuvent recevoir, par décision du directeur des finances :

« 1^o Une indemnité professionnelle de 900 à 1.500 francs par an et, exceptionnellement, de 1.800 francs ;

(Le reste sans modification.)

« Article 10. — Les inspecteurs principaux et inspecteurs placés à la tête d'un service de visite, les contrôleurs en chef, les contrôleurs-rédacteurs en chef, les contrôleurs-rédacteurs principaux et contrôleurs-rédacteurs, les vérificateurs principaux et vérificateurs et les agents chargés du service de la garantie reçoivent une indemnité professionnelle représentative des dépenses de la fonction et comprise entre 1.200 et 1.800 francs. »

(Le reste sans modification.)

« Article 12. — (1^{er} alinéa) Sans changement.

« (2^e alinéa) : Les agents indigènes chargés des fonctions de caissier reçoivent une indemnité de caisse, comprise entre 600 et 2.400 francs suivant l'importance des bureaux. »

(Le reste sans modification.)

« Article 23. — Il est attribué aux receveurs, sur les perceptions qu'ils effectuent pour le compte des municipalités et des sociétés concessionnaires des services d'aconage et de magasinage, une remise calculée d'après le tarif dégressif suivant :

« 1 pour mille, jusqu'à 5 millions de recettes annuelles ;

« 0,5 pour mille au-dessus de 5 millions de francs. »

(Le reste sans modification.)

« Article 24. — (1^{er} alinéa) Sans changement.

« (2^e alinéa) : Pour vacations dans les établissements de spectacles en dehors des heures normales de travail, pour travaux exceptionnels de contrôle de l'assiette et du recouvrement et pour le travail de timbrage des tickets d'entrée :

« 7 fr. 50 par heure, pour les agents des bureaux ;

« 5 francs par heure, pour les agents des brigades ;

« 2 fr. 50 par heure, pour les agents indigènes. »

(Le reste sans modification.)

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) relatif
à l'indemnité représentative perçue par les ingénieurs en chef
des ponts et chaussées et des mines.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) relatif à
l'indemnité représentative des rémunérations perçues dans la métro-
pole par les personnels techniques des ponts et chaussées et des mines,
et spéciales à ces personnels (ingénieurs en chef des ponts et chaussées
et des mines),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 7 jan-
vier 1938 (5 kaada 1356) est abrogé et remplacé par la disposition
suivante :

« Article 2. — Le montant de l'indemnité représentative ci-dessus
définie est fixé à 100 % du traitement de base alloué à ces fonc-
tionnaires. »

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du
1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 21 février 1938 (20 hijja 1356) relatif
à l'indemnité représentative perçue par les ingénieurs ordinaires
des ponts et chaussées et des mines.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 février 1938 (20 hijja 1356) relatif à
l'indemnité représentative des rémunérations perçues dans la métro-
pole par les personnels techniques des ponts et chaussées et des
mines, et spéciales à ces personnels (ingénieurs ordinaires des ponts
et chaussées et des mines),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du
21 février 1938 (20 hijja 1356) est abrogé et remplacé par les dispo-
sitions suivantes :

« Article 2. — Le montant de l'indemnité représentative ci-dessus
définie est fixé à 100 % du traitement de base alloué à ces fonc-
tionnaires. »

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du
1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
complétant l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356)
relatif à l'indemnité représentative des ingénieurs des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) relatif à
l'indemnité représentative des rémunérations perçues dans la métro-
pole par les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics
de l'Etat (ponts et chaussées et mines), et spéciales à ces personnels.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté viziriel sus-
visé du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) sont complétées par l'article 2
ci-après :

« Article 2. — L'indemnité représentative ci-dessus définie,
allouée aux ingénieurs d'arrondissement, principaux, subdivisionnai-
res et adjoints des travaux publics, est fixée à 50 % du traitement de
base de ces fonctionnaires. »

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} jan-
vier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360)
relatif au statut du personnel de la direction des communications,
de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au
statut du personnel de la direction des communications, de la pro-
duction industrielle et du travail, et les arrêtés viziriels qui l'ont
modifié ou complété.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du
10 mars 1941 (11 safar 1360) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 1^{er}. —
« IV. — Personnel de la division des mines et de la géologie. »

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 mars
1941 (11 safar 1360) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. — Le personnel de la division de la production
« industrielle et du travail comprend :

- « 1° Des ingénieurs principaux des travaux publics ;
- « 2° Des ingénieurs subdivisionnaires et des ingénieurs adjoints
« des travaux publics ;
- « 3° Des inspecteurs du travail ;
- « 4° Des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail.

« Le personnel de la division des mines et de la géologie com-
« prend :

- « 1° Des ingénieurs principaux des mines ;
- « 2° Des ingénieurs subdivisionnaires et des ingénieurs adjoints
« des mines ;
- « 3° Des contrôleurs des mines ;
- « 4° Des géologues ;
- « 5° Des chimistes en chef, des chimistes et des préparateurs. »

ART. 3. — Le titre figurant avant l'article 19 de l'arrêté viziriel
susvisé du 10 mars 1941 (11 safar 1360) est remplacé par le sui-
vant :

« Personnel de la division de la production industrielle et du travail,
« et de la division des mines et de la géologie. »

ART. 4. — L'arrêté viziriel susvisé du 10 mars 1941 (11 safar 1360)
est complété par l'article 20 bis ci-après :

« Article 20 bis. — Les contrôleurs des mines sont recrutés :

« 1° Parmi les candidats reçus à un concours dont les conditions,
les formes et le programme sont fixés par arrêté du directeur des com-
munications, de la production industrielle et du travail.

« Pour être admis à concourir, les candidats doivent remplir les
conditions générales fixées à l'article 9 ci-dessus.

« Ils doivent, en outre, être reconnus physiquement aptes à
occuper au Maroc un emploi du service actif ;

« 2° Par recrutement direct, parmi les anciens élèves de l'Ecole de prospection et d'études minières au Maroc remplissant les conditions générales fixées à l'article 9 ci-dessus et qui réunissent, en outre, les conditions suivantes :

« a) Ont obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 13 sur 20 ;

« b) Sont reconnus physiquement aptes à occuper au Maroc un emploi du service actif. »

ART. 5. — L'article 25 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 mars 1941 (11 safar 1360) est complété, *in fine*, ainsi qu'il suit :

« Article 25. —

« Toutefois, les dispositions du premier alinéa du présent article ne seront pas applicables aux contrôleurs des mines recrutés directement par application des dispositions du paragraphe 2° de l'article 20 bis susvisé ; ces contrôleurs des mines débutent à la dernière classe de leur grade sans ancienneté. Le recrutement direct des contrôleurs des mines dans les conditions précitées sera soumis à l'avis de la commission d'avancement. »

ART. 6. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 jourmada I 1349)
relatif aux traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 octobre 1929 (6 jourmada I 1348) modifiant, à compter du 1^{er} juillet 1929, les traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 jourmada I 1349) modifiant l'arrêté viziriel susvisé du 10 octobre 1929 (6 jourmada I 1348) ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 14 octobre 1930 (20 jourmada I 1349) est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

« Conducteurs des travaux publics » ;

Lire :

« Conducteurs des travaux publics et contrôleurs des mines. »

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
fixant les conditions d'attribution d'une indemnité de vêtement et de chaussures aux ingénieurs principaux, ingénieurs subdivisionnaires et adjoints et contrôleurs des mines de la division des mines et de la géologie.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité représentative de vêtement et de chaussures de mines est accordée aux ingénieurs principaux, subdivisionnaires et adjoints et aux contrôleurs principaux et contrôleurs des mines de la division des mines et de la géologie.

ART. 2. — Cette indemnité, dont le montant annuel est fixé à 1.000 francs, est payable mensuellement.

ART. 3. — Les dispositions ci-dessus prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 10 août 1934 (28 rebia II 1353) relatif aux indemnités allouées à diverses catégories d'agents des services techniques de la direction générale des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 12 juin 1931 (25 moharrem 1350) relatif à la création d'une prime fixe annuelle au profit des conducteurs des travaux publics ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 août 1934 (28 rebia II 1353) modifiant le taux de la prime créée par l'arrêté viziriel susvisé du 12 juin 1931 (25 moharrem 1350),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 août 1934 (28 rebia II 1353) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Les taux de la prime fixe annuelle allouée aux conducteurs des travaux publics sont fixés ainsi qu'il suit :

« Conducteurs principaux de 1 ^{re} classe	6.000 francs
— — — 2 ^e classe	5.000 —
— — — 3 ^e classe	4.000 —
— — — 4 ^e classe	3.000 —
« Conducteurs toutes classes	2.400 — »

ART. 2. — Le présent arrêté viziriel prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
créant une indemnité de fonctions au profit des secrétaires-comptables de la direction des communications, de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, au profit des secrétaires-comptables de la direction des communications, de la production industrielle et du travail, une indemnité de fonctions fixée à 4.000 francs par an et soumise aux retenues au titre du régime de la caisse des retraites ou de la caisse de prévoyance marocaines.

Cette indemnité ne pourra être attribuée qu'à deux fonctionnaires au maximum dudit cadre.

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. —

« Les sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail sont répartis en huit classes. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les traitements des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les traitements des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Les traitements de base des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail sont fixés ainsi qu'il suit :

« Hors classe	28.000 francs
« 1 ^{re} classe	25.000 —
« 2 ^e classe	22.000 —
« 3 ^e classe	20.000 —
« 4 ^e classe	18.000 —
« 5 ^e classe	16.000 —
« 6 ^e classe	14.000 —
« 7 ^e classe	12.000 —

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361) fixant le reclassement des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les traitements des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le reclassement des sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail dans la hiérarchie nouvelle est fixé ainsi qu'il suit :

HIÉRARCHIE ANCIENNE	HIÉRARCHIE NOUVELLE
Hors classe	Hors classe.
1 ^{re} classe	1 ^{re} classe.
2 ^e classe	2 ^e classe.
3 ^e classe	3 ^e classe.
4 ^e classe	4 ^e classe.
5 ^e classe	5 ^e classe.
6 ^e classe	6 ^e classe.
7 ^e classe	7 ^e classe.

ART. 2. — Si le reclassement dans la hiérarchie nouvelle comporte un traitement de base supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans l'ancienne hiérarchie, les agents conserveront, dans leur nouvelle situation, l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans la hiérarchie ancienne.

Si, au contraire, le reclassement se fait à égalité de traitement, il sera attribué aux agents une ancienneté qui sera déterminée par la commission d'avancement.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les indemnités des inspecteurs, sous-inspecteurs, sous-inspectrices et contrôleurs du travail, titulaires ou auxiliaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 12 avril 1939 (21 safar 1358) fixant les indemnités des inspecteurs, sous-inspecteurs, sous-inspectrices et contrôleurs du travail, titulaires ou auxiliaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} des articles 1^{er} et 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 12 avril 1939 (21 safar 1358) est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. —

« 1° A une indemnité professionnelle comprise entre 900 et 1.500 francs ; le taux pourra en être porté, à titre exceptionnel, à 1.800 francs. »

« Article 3. —

« 1° A une indemnité professionnelle comprise entre 900 et 1.200 francs par an »

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
allouant une indemnité de fonctions au personnel des différents cadres techniques de la direction de la production agricole.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 26 novembre 1926 (20 jourmada I 1345) fixant les indemnités du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, modifié par les arrêtés viziriels des 7 septembre 1927 (10 rebia I 1346), 16 mars 1928 (24 ramadan 1346) et 18 août 1934 (7 jourmada I 1353),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux fonctionnaires titulaires des cadres techniques de la direction de la production agricole une indemnité de fonctions, payable par trimestre, fixée aux taux annuels suivants :

Inspecteurs principaux de l'agriculture et inspecteurs principaux de la défense des végétaux, ingénieurs en chef du génie rural, vétérinaires-inspecteurs principaux de l'élevage, chimistes en chef, conservateurs des eaux et forêts, inspecteurs principaux des eaux et forêts, ingénieurs topographes principaux et ingénieurs topographes, conservateur général, conservateurs et inspecteurs principaux de la propriété foncière : 8.000 francs ;

Inspecteurs de l'agriculture, inspecteurs de la défense des végétaux, ingénieurs du génie rural, vétérinaires-inspecteurs de l'élevage des 2^e et 1^{re} classes et de la hors classe, chimistes principaux, inspecteurs des eaux et forêts, inspecteurs et contrôleurs principaux de la propriété foncière : 5.000 francs ;

Inspecteurs adjoints de l'agriculture, inspecteurs adjoints de la défense des végétaux, inspecteurs adjoints de l'horticulture, ingénieurs adjoints du génie rural, vétérinaires-inspecteurs de l'élevage jusqu'à la 3^e classe inclusivement, chimistes, inspecteurs adjoints des eaux et forêts et gardes généraux, inspecteurs principaux de la répression des fraudes, contrôleurs de la propriété foncière, topographes principaux : 3.000 francs ;

Inspecteurs de la répression des fraudes, rédacteurs principaux et rédacteurs de la conservation foncière, topographes et topographes adjoints, chefs dessinateurs, dessinateurs principaux et dessinateurs du cadastre, chefs de pratique agricole, contrôleurs de la défense des

végétaux, conducteurs principaux et conducteurs des améliorations agricoles, préparateurs de laboratoire, agents d'élevage : 1.800 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 26 novembre 1926 (20 jourmada I 1345) et des textes qui l'ont modifié ou complété.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de la production agricole et modifiant le taux de certaines de ces indemnités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 avril 1932 (30 kaada 1350) réglementant l'attribution d'une indemnité pour la visite sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux dans les ports et les postes de douane frontières ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et modifiant les taux de certaines de ces indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) sont abrogées.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 7 avril 1932 (30 kaada 1350) sont remises en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de la production agricole et modifiant le taux de certaines de ces indemnités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et modifiant les taux de certaines de ces indemnités, notamment son article 8,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par modification aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353), le taux de l'indemnité mensuelle allouée aux vétérinaires militaires chargés d'assurer le service des consultations indigènes et de la surveillance sanitaire dans les centres dépourvus de vétérinaires, est porté de 225 francs à 250 francs à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
modifiant le taux de l'indemnité professionnelle
allouée aux inspecteurs principaux du service de la conservation foncière.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1938 (22 safar 1357) portant organisation du personnel du service de la conservation foncière et, notamment, son article 40,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux de l'indemnité professionnelle annuelle prévue à l'article 40, 2^o, de l'arrêté viziriel susvisé du 23 avril 1938 (22 safar 1357) est porté de 1.200 à 1.800 francs à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
 NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif à l'attribution d'indemnités spéciales pour la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et modifiant les taux de certaines de ces indemnités, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1937 (11 safar 1356) relatif à l'attribution d'indemnités spéciales pour la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) sont abrogées.

ART. 2. — Par modification aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 23 avril 1937 (11 safar 1356), le taux de l'indemnité forfaitaire annuelle allouée aux médecins de la direction de la santé, de la famille et de la jeunesse, aux vétérinaires non fonctionnaires et aux vétérinaires militaires qui sont chargés de la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités et sur les marchés ruraux, variera de 1.000 francs à 2.400 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
 NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif à l'indemnité de fonctions allouée à certains personnels de la direction de l'Instruction publique.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par l'arrêté viziriel du 3 août 1942 (20 rejeb 1361) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 juillet 1942 (3 rejeb 1361) modifiant les traitements du personnel de la direction de l'Instruction publique ;

Vu les arrêtés viziriels du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) complétant l'arrêté viziriel susvisé du 17 juillet 1942 (3 rejeb 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités de fonctions prévues par l'article 21 bis de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353), par l'arrêté viziriel susvisé du 17 juillet 1942 (3 rejeb 1361) et par l'arrêté viziriel susvisé du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361), sont majorées ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1943 :

TRAITEMENT BUDGETAIRE	MAJORATION de l'indemnité de fonctions
Compris entre :	
30.001 et 35.000 francs	500 francs
35.001 et 40.000 —	1.000 —
40.001 et 45.000 —	1.500 —
45.001 et 50.000 —	2.000 —
50.001 et 55.000 —	2.500 —
55.001 et 60.000 —	3.000 —
60.001 et 75.000 —	3.500 —
Supérieur à 75.000 francs	4.000 —

ART. 2. — Le taux annuel de l'indemnité de fonctions allouée aux instituteurs et institutrices primaires, aux institutrices et institutrices indigènes (ancien et nouveau cadres), aux instituteurs et maîtres adjoints indigènes, aux moniteurs indigènes et aux maîtres de travaux manuels (catégories A et B) est porté à 4.500 francs à compter du 1^{er} janvier 1943.

ART. 3. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 17 juillet 1942 (3 rejeb 1361) est abrogé.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
 NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 1^{er} DECEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif aux indemnités du personnel de l'enseignement supérieur.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par l'arrêté viziriel du 3 août 1942 (20 rejeb 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1943, l'indemnité annuelle de fonctions attribuée aux professeurs de l'enseignement supérieur est fixée aux taux suivants :

Professeur titulaire	
1 ^{re} et 2 ^e classes	25.000 francs
3 ^e et 4 ^e classes	20.000 —
Professeur chargé de cours	
1 ^{re} et 2 ^e classes	20.000 francs
3 ^e classe	16.000 —

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
 NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif à l'indemnité de fonctions allouée à certains agents auxiliaires
de la direction de l'Instruction publique.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 3 août 1942 (20 rejeb 1361) portant statut du personnel auxiliaire des enseignements secondaire et primaire européens et musulmans ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) modifiant l'arrêté viziriel susvisé du 3 août 1942 (20 rejeb 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1943, le taux mensuel de l'indemnité de fonctions, non soumise à retenues, prévue à l'article 2 des arrêtés viziriels susvisés du 3 août 1942 (20 rejeb 1361) et du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) est fixé ainsi qu'il suit :

Agents de la 1 ^{re} catégorie :	1 ^{re} classe		416 francs
—	2 ^e classe		416 —
—	3 ^e classe		375 —
—	4 ^e classe		292 —

(Le reste sans modification.)

Agents des 5^e, 6^e et 7^e catégories, toutes classes : 375 francs.

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 3 août 1942 (20 rejeb 1361) est abrogé.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif au personnel auxiliaire d'un service permanent
d'enseignement professionnel.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) relatif au personnel auxiliaire chargé d'un service permanent d'enseignement professionnel,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1943, le taux mensuel de l'indemnité de fonctions allouée aux agents auxiliaires chargés d'un service permanent d'enseignement professionnel par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) est porté à 375 francs.

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) est abrogé.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1942 (23 kaada 1361)
relatif aux agents suppléants de l'enseignement.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 3 août 1942 (20 rejeb 1361) relatif à la rétribution des agents suppléants de l'enseignement ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 novembre 1942 (8 kaada 1361) complétant l'arrêté viziriel susvisé du 3 août 1942 (20 rejeb 1361),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le salaire journalier des agents suppléants désignés aux paragraphes 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e et 11^e de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 3 août 1942 (20 rejeb 1361), est fixé ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1943 :

4 ^e	soixante-deux francs (62 fr.) ;
5 ^e	cinquante-sept francs (57 fr.) ;
6 ^e	cinquante-deux francs (52 fr.) ;
7 ^e	quarante-sept francs (47 fr.) ;
8 ^e	quarante-deux francs (42 fr.) ;
9 ^e	cinquante-cinq francs (55 fr.) ;
10 ^e	quarante-sept francs (47 fr.) ;
11 ^e	trente francs (30 fr.).

Fait à Rabat, le 23 kaada 1361 (1^{er} décembre 1942).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL
relatif aux émoluments du trésorier général du Protectorat.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Considérant que les émoluments du trésorier général du Protectorat sont constitués, d'une part, par un traitement budgétaire et, d'autre part, par diverses remises assujetties ou non au versement de retenues pour le service des pensions civiles ;

Vu l'avis du ministre secrétaire d'État aux finances tendant à faire bénéficier le trésorier général du Maroc de la majoration marocaine de traitement sur l'ensemble de celles de ces remises qui sont soumises à retenues pour pensions civiles,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la majoration marocaine de traitement est accordé au trésorier général du Protectorat sur le montant des diverses remises et taxations qui lui sont allouées et qui sont assujetties au versement de retenues pour le service des pensions civiles.

ART. 2. — La majoration marocaine de traitement prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sera mandatée trimestriellement sur le vu d'un état donnant le détail des remises et taxations payées au cours du trimestre. Elle sera imputée sur le budget de l'exercice au cours duquel le paiement ou la liquidation des remises et taxations auront été effectués.

ART. 3. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à partir du 1^{er} janvier 1942.

Rabat, le 1^{er} décembre 1942.

NOGUES.